

New York, Etats-Unis, 17 novembre (Infosplusgabon) - Les femmes du Soudan du Sud demandent aux leaders politiques et chefs de milice de respecter le récent accord de paix revitalisé, et de mettre fin à ce qu'elles considèrent comme "une futile guerre des hommes", a déclaré vendredi devant le Conseil de sécurité, la patronne d'ONU Femmes.

Phumzile Mlambo-Ngcuka, la directrice exécutive, a indiqué aux 15 membres du Conseil de sécurité qu'en dépit de l'accord de septembre signé entre le président Salva Kiir et son rival Riek Machar, qui doit être réinstallé dans ses fonctions de vice-président, la lutte continue, selon un communiqué de l'ONU.

Selon elle, "les leaders des factions en guerre et parties armées" doivent informer leurs compagnons de l'accord, alors que les femmes elles-mêmes sont "désireuses d'avancer" et de "préparer la réconciliation, même si entre elles en tant que femmes, elles n'ont aucun différend, ni hostilité à résoudre".

"Ce qu'elles ont en commun, c'est qu'elles se retrouvent toutes prisonnières d'une futile guerre des hommes dans laquelle elles sont toutes victimes de violences sexuelles, leurs familles sont tuées et leurs sources de revenus détruites", a constaté Mme Mlambo-Ngcuka.

"Elles n'ont pas accès aux dirigeants de leur pays, qu'elles jugent responsables de la crise, et elles nous demandent, en tant que Nations Unies et Union africaine, de faire plus pour les aider et d'obliger leurs dirigeants à rendre des comptes", a-t-elle ajouté, en briefant les membres à l'issue de la première mission conjointe menée au Soudan du Sud par ONU Femmes, le Maintien de la paix (DPHO) avec l'Union africaine (UA-forte de 55 membres).

Le patron de la DPKO, Jean-Pierre Lacroix, co-leader de la délégation qui s'est rendue en début octobre dans cette nation ravagée par la guerre, aux côtés de responsables de l'UA, a dit au Conseil que l'accord revitalisé "offre une feuille de route pour un règlement inclusif politique du conflit".

La "période pré-transition" est critique, a-t-il dit, ajoutant que mettre en œuvre les dispositions relatives aux femmes est indispensable, "en particulier la garantie qu'un quota de 35% de sièges leur sera réservé au sein de la branche exécutive, du Conseil des ministres et des institutions".

Selon lui, les femmes que la délégation de haut niveau a rencontrées à Bentiu, et à Juba, la capitale, accordaient la priorité à "la détermination des femmes à contrôler la mise en application du quota". Pour lui, il est impératif que leurs voix soient entendues au niveau local, pour que la justice et la réconciliation se réalisent.

Depuis leur visite, a ajouté M. Lacroix, les progrès ont été évidents, notamment la participation de M. Machar et d'autres responsables de l'opposition aux célébrations de la paix, le 31 octobre à Juba.

"Les excuses présentées par le Président Kiir au peuple sud-soudanais pour les immenses souffrances causées par le conflit ont été les bienvenues, de même que la remise en liberté de prisonniers politiques, dont deux personnalités de premier plan de l'opposition. Ces gestes de bonne volonté sont propices au renforcement de la confiance et de la réconciliation, a estimé M. Lacroix.

Néanmoins, a mis en garde le Secrétaire général adjoint, il ne pourra y avoir de paix viable ou durable en l'absence d'un cessez-le-feu permanent, d'un désengagement des forces et d'une inclusion des femmes qui doivent devenir des acteurs clefs.

FIN/INFOSPLUSGABON/UUO/GABON2018

© Copyright Infosplusgabon